

LA CAMPAGNE DE FRANCE  
1<sup>er</sup> JANVIER 1814-20 AVRIL 1814

Correspondance dirigée et annotée par Vincent Haegele



# LA CAMPAGNE DE FRANCE

Vincent Haeghele

Du 1<sup>er</sup> janvier au 4 avril 1814, date de sa première abdication, Napoléon mène un combat désespéré contre le temps et le spectre d'une réalité qui a pris le visage des immenses armées coalisées regroupées aux frontières en Allemagne, prêtes à entrer sur le sol français dans une invasion générale.

Tous les glacis se sont effondrés les uns après les autres : l'Espagne, l'Allemagne, la Hollande et la Suisse sont sorties de l'orbite impériale, bien que, ici ou là, des garnisons françaises résistent à l'abri des remparts de quelques solides citadelles commandées par des hommes vigoureux. À Magdebourg, à Hambourg, à Corfou et bientôt à Metz ou à Belfort, l'épopée continue de s'écrire au prix de sacrifices et d'efforts considérables.

La désastreuse campagne de 1813 a vu la Suède (gouvernée par un ex-maréchal français appelé à succéder au vieux roi Charles XIII) et, surtout, l'Autriche rejoindre les rangs de la coalition. Mais Napoléon se refuse encore à négocier une paix qui lui serait défavorable et remettrait son œuvre en cause. S'il n'est pas hostile au principe d'un congrès réunissant l'ensemble des puissances européennes, il lui faut des garanties concernant les frontières naturelles et les équilibres fondamentaux. Il lui reste, enfin, le très mince espoir de convaincre certains de ses adversaires de signer une paix séparée et de semer le trouble dans les états-majors alliés, souvent en désaccord sur les stratégies à adopter.

Il n'en reste pas moins une réalité têtue : l'armée est exsangue. Il a fallu battre le rappel de tout ce qui pouvait encore être mobilisé. Le ministre de la Guerre, Henri Clarke, duc de Feltre, s'en désole : hors celles revenant d'Espagne endurcies par des années de guerre, les troupes n'ont aucune consistance. Il faudrait, pour l'obtenir, ressusciter l'esprit de la Patrie en danger qui avait permis, en 1792, de repousser les armées prussiennes et autrichiennes du sol français. La Nation en a-t-elle seulement l'envie, quand toutes ses élites aspirent à mettre un terme aux guerres de conquête et à une politique jugée vainement agressive ? Si une partie de l'opinion semble indifférente au sort de la IV<sup>e</sup> dynastie, que dire en effet de ses propres serviteurs ?

Le lecteur de la correspondance de Napoléon pendant la Campagne de France ne peut qu'être frappé par la formidable énergie déployée par un seul homme pour colmater les brèches d'un navire qui fait eau de toutes parts. Il fustige le défaitisme des uns et la mollesse des autres, à commencer par celle de ses propres ministres, accusés de ne lui transmettre que des éléments mal préparés ou de mauvais renseignements. Savary, ministre de la Police, et Montalivet, ministre de l'Intérieur, sont régulièrement pris en faute<sup>1</sup>. Le premier perd son temps sur des dossiers insignifiants, le second est jugé incapable de tenir ses préfets. Quant aux maréchaux, si certains montrent une abnégation héroïque,

---

1. Voir notamment ci-dessous, n<sup>os</sup> 58020, 58519, 58518, 58858, etc.

comme Macdonald ou Mortier, d'autres sont assommés par les événements et incapables d'exécuter les ordres qui leur sont donnés. C'est le cas notamment de Victor, qui semble traverser la campagne comme un somnambule, ou encore d'Augereau, dont les attermoissements à Lyon finissent par causer de grands torts à la défense des Alpes et du Rhône.

L'Empereur, lui, est partout à la fois. Au cours des trois mois de la campagne, il fait preuve d'un esprit de méthode stupéfiant et, à ce titre, sa correspondance active est particulièrement éclairante. En janvier, il se prépare ; en février, il amorce une contre-offensive foudroyante ; en mars, jusqu'au bout, il se fait fort de déjouer la logique mathématique impitoyable qui l'écrase, lui et ses troupes galvanisées. Contre lui, il a non seulement les centaines de milliers d'hommes que l'Allemagne des princes, l'Autriche et la Russie ont déversés sur ses frontières, mais également les conditions climatiques et un manque chronique de matériel. Il en faut plus, cependant, pour le contraindre à s'avouer vaincu.

Aux masses compactes de ses adversaires, Napoléon répond par des mouvements de danseur : il sera là où personne ne l'attend et sèmera le désordre dans les plans de marche bien agencés d'adversaires qu'il tient en piètre estime. Alors qu'un nouveau congrès se réunit à Châtillon-sur-Seine, il fait part de ses intentions et de ses intuitions à son ministre des Affaires étrangères, Caulaincourt, duc de Vicence : « Avant huit jours j'aurai réuni de quoi livrer plusieurs batailles, même avant l'arrivée de mes troupes d'Espagne. Les dévastations des Cosaques armeront les habitants et doubleront nos forces. Si la nation me seconde, l'ennemi marche à sa perte. Si la fortune me trahit, mon parti est pris : je ne tiens pas au trône. Je n'avilirai ni la nation, ni moi, en souscrivant à des conditions honteuses<sup>1</sup>. »

Il y a dans ces lignes une lucidité implacable. On ne lui prêterait aucune résignation défaitiste : il existe encore une mince ouverture dans laquelle il prétend se faufiler. Avec une certaine froideur et non sans calcul, il escompte un sursaut des Français confrontés aux inévitables pillages et autres déprédations que l'ennemi ne manquera pas de commettre à leurs dépens. Il espère qu'une *landwehr* à la française naîtra de ces événements, laquelle pourra empêcher ses adversaires de mener leurs plans à bout.

Aussi, il ne néglige aucun détail pour nourrir la machine de propagande dont il a tracé les contours : il faut aiguillonner les Français au prix d'exemples bien sentis et, bien entendu, montrer que l'État est toujours incarné par l'Empereur et les siens. Le petit roi de Rome n'a que trois ans et c'est d'abord pour sauver son trône que son père s'apprête à défier le rapport des forces en présence.

L'activité que déploie Napoléon est frénétique et sur tous les tableaux. Il décortique le moindre rapport, cherche à tirer le moindre homme ou cheval des dépôts. Au ministre de la Guerre, il se plaint à de nombreuses reprises du mauvais matériel qui lui est envoyé et qui l'empêche d'exploiter les succès qu'il remporte vaillamment sur ses ennemis. À Berthier, il ordonne de rafler tout le vin disponible dans les caves et même s'il s'agit de champagne, la boisson de la meilleure société, qu'importe ! Ses soldats feront la campagne en buvant comme des princes et c'est déjà cela que l'ennemi ne lui prendra pas. On peut bien sûr sourire de ces quelques détails, parmi les milliers que cette correspondance étonnante renferme, ils disent d'abord crûment l'urgence dans laquelle se trouve placée l'armée et ses tentatives pour briser l'encerclement inexorable qui la menace.

Après des débuts difficiles, l'Empereur semble s'attirer les bonnes grâces de la fortune : en Champagne, il remporte ses premières victoires. Dans le Nord et sur les Alpes, la situation se stabilise. En Italie, Eugène tient bon. Il n'y a que dans le Sud-Ouest que les Britanniques progressent au détriment du corps commandé par le maréchal Soult, bientôt acculé à retraiter sur Toulouse. Ce n'est pas là une préoccupation majeure pour l'Empereur qui pense remporter son pari à mesure que les Prussiens, ses anciens alliés allemands et les Russes semblent reprendre leurs mauvaises habitudes et leurs divisions. Il ne peut s'empêcher de noter que les Autrichiens demeurent dans l'expectative, échau-

1. Voir ci-dessous, n° 37736.

dés par les échecs, et que l'empereur François, son beau-père, paraît agité de sentiments partagés. À Marie-Louise, il n'hésite pas à écrire que « *papa François* » est maltraité par ses alliés et qu'il ferait mieux de reconsidérer sa position. Malheureusement, c'est l'exact contraire qui se produit : en manquant de discrétion, en tentant par tous les moyens d'établir une correspondance destinée à séparer l'Autriche des autres puissances, Napoléon provoque un nouveau rapprochement entre les Alliés. Ceux-ci se promettent de ne pas signer de paix séparée tant que l'Empereur des Français n'aura pas rendu les armes.

Les circonstances finissent par jouer contre lui. Il est un point faible dans le dispositif imaginé pour couvrir la capitale et lui éviter d'être débordée par le nord : la place de Soissons. L'ancienne capitale mérovingienne, le cœur historique de la France dont l'Empereur se réclame pour légitimer sa position, n'a plus connu d'invasion depuis longtemps. C'est un verrou peu résistant, confié d'abord à un vétéran, le général Rusca. Originaire de la région de Nice, ce fidèle parmi les fidèles depuis la campagne de 1796 déploie une grande énergie pour garder Soissons dont les remparts sont trop fragiles pour résister à un siège en règle. S'exposant à mille dangers, il est tué sur les murs de la ville, le 14 février 1814. Ses adjoints sont incapables de prendre la suite et ordonnent la retraite, après en avoir négocié les termes ; les Russes rendront les honneurs militaires à la dépouille de leur valeureux adversaire.

La première chute de Soissons met en évidence les faiblesses du dispositif défensif ; même si l'ennemi n'est pas en mesure de conserver la ville, vite reprise, cet événement sème le doute jusque dans l'esprit de l'Empereur sur la combattivité de ses officiers généraux. Les deux adjoints de Rusca font l'objet d'une enquête de la part d'une commission militaire et, s'ils sont blanchis, le doute n'en demeure pas moins. Le choix du successeur de Rusca est en apparence heureux, mais s'avérera une erreur de taille : le général Jean-Claude Moreau, héros de la campagne de Russie, n'a pas la vision d'ensemble nécessaire pour tenir la ville, alors que l'Empereur tient Blücher à sa merci. Si Soissons tient, le piège peut se refermer sur les Prussiens et déterminer une issue plus favorable à la campagne. Ce ne sera pas le cas.

Le lecteur pourra suivre non sans émotion cette formidable course contre le temps qui s'engage, les espoirs insensés de l'Empereur de tenir l'avantage décisif et le moment où cet espoir s'effondre. Sa colère contre Moreau est à la mesure de la déception qui le submerge à l'annonce de la chute de Soissons : il ordonne que le général fasse l'objet d'un exemple sans appel et charge une commission de le condamner à la peine capitale. Il exige même que la sentence soit exécutée sur la place de Grève, à Paris, haut lieu symbolique s'il en est. Déjà, à Reims et à Troyes, il a multiplié les gestes forts à l'égard de ceux qui, royalistes pour la plupart, se réjouissent ouvertement de ses échecs et anticipent le changement de régime. Alors qu'on exécutera bien une poignée de « défaitistes », Moreau mourra dans son lit, en 1828.

L'Empereur aurait aimé mettre en branle une puissante machine de propagande ; dans l'improvisation, la montagne accouche d'une souris. On imprime des gravures du roi de Rome représenté priant pour la France et son père ; Marie-Louise est chargée d'animer l'esprit de résistance à Paris et de recevoir les drapeaux pris à l'ennemi. Napoléon hésite pourtant à plusieurs reprises sur les tâches que son épouse doit remplir. Faut-il donner trop de prise à la religiosité ? Ce serait un aveu de faiblesse, avouer que l'on s'en remet désormais au ciel pour éviter le pire. Il préfère se raccrocher à des symboles qui doivent paraître assez pâles à l'opinion. Lorsque le général de Saint-Priest, un émigré passé au service du tsar, est tué au cours de la bataille de Reims, Napoléon en est persuadé : Saint-Priest a été frappé par un boulet tiré par le même canonnière qui avait atteint quelques mois plus tôt l'autre général Moreau, son pire ennemi politique, à la bataille de Dresde. À son frère Joseph, il écrit de manière théâtrale : « *c'est le cas de dire : ô Providence ! ô Providence !* » La Providence a également voulu qu'un autre Moreau compromette tout son plan de campagne.

1. Voir ci-dessous, n° 38527.

Les fronts sont multiples. Napoléon doit aussi compter sur ce qui se trame à l'arrière et les nombreuses tentatives des dignitaires de l'Empire pour le gagner à l'idée de conclure une paix, même désavantageuse. Il lui faut composer avec une famille toujours aussi turbulente et rétive à son autorité. Le coup le plus rude est venu de Naples, où Caroline et son mari ont décidé d'abandonner l'alliance française pour un traité d'amitié avec l'Autriche. Le couple Murat a l'intention de défendre sa couronne par tous les moyens, ce qui provoque l'indignation à Paris, mais aussi à Naples, où de nombreux Français sont encore à leur service. Napoléon n'a pas de mots assez durs à l'égard de sa sœur et de son beau-frère, à qui il prête un calcul à court terme dont ils ne seront pas les bénéficiaires.

D'autres membres de la famille impériale sont l'objet de ses soupçons. À Marie-Louise, il interdit de fréquenter le roi et la reine de Westphalie<sup>1</sup>, en exil depuis l'été 1815. Jérôme persiste en effet à se conduire avec légèreté, alors que les conditions politiques inclinent à la prudence et à la retenue. Louis, de retour de son escapade en Bohême et en Autriche, passe comme un fantôme, entre deux cérémonies d'actions de grâce, tandis que Hortense et Joséphine paraissent comme autant d'ombres d'un passé déjà lointain. Joseph, enfin, continue d'inspirer à son frère les sentiments les plus ambivalents, entre amour et haine.

Avec la correspondance avec Marie-Louise, qui bénéficie ici d'une relecture approfondie, corrigée et bienvenue, celle entre les deux frères est sans doute la plus intéressante du volume, car cette fois présentée de manière exhaustive. Le caractère torturé de l'Empereur y apparaît sans fard ; c'est à son frère qu'il fait part de ses doutes mais aussi de ses colères. Les avances de paix sont rejetées avec force, presque avec dédain. C'est pourtant à Joseph qu'il confie son désir de ne pas voir son fils tomber aux mains de l'ennemi. Lorsque la capitale est menacée par les Alliés, c'est en se retranchant derrière cette consigne que Joseph emporte la décision d'évacuer la capitale si la menace devait s'accroître<sup>2</sup>. Cette décision condamne le régime, mais l'opinion est de toute manière incapable de suivre.

À Napoléon, l'archichancelier Cambacérès a écrit des lignes pénibles ; « *Sire, on vous a dit la vérité. Le mal est grand et s'agrandit chaque jour* » ; plus loin, il ajoute encore « *l'abattement est général*<sup>3</sup> ». L'Empereur a perdu son pari : les Français ne réagissent pas et ses plans stratégiques ont été contrariés faute de répondant. Il demeure pour l'histoire l'espoir incroyable de faire mentir les faits et ressusciter un esprit perdu, celui de la Patrie en danger.

1. Voir ci-dessous, n° 37974.

2. Voir ci-dessous, n°s 38050 et 38566.

3. *Cambacérès, Lettres inédites à Napoléon* (éd. J. Tulard), Paris, Klincksieck, 1972. Vol. 2, lettre n° 1375.